Bierschenk, Thomas, Chauveau, Jean-Pierre & Olivier de Sardan, Jean-Pierre. – *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*. Paris, Karthala ; Mayence, APAD, 2000, 318 p., bibl. (« Hommes et Sociétés »).

Claude Freud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/1496>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.1496

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

ISBN : 978-2-7132-1774-6

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Claude Freud, « Bierschenk, Thomas, Chauveau, Jean-Pierre & Olivier de Sardan, Jean-Pierre. – *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*. Paris, Karthala ; Mayence, APAD, 2000, 318 p., bibl. (« Hommes et Sociétés »). », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 167 | 2002, mis en ligne le 22 juin 2005, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/1496> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.1496>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

© Cahiers d'Études africaines

Bierschenk, Thomas, Chauveau,
Jean-Pierre & Olivier de Sardan,
Jean-Pierre. – *Courtiers en
développement. Les villages africains en
quête de projets*. Paris, Karthala ;
Mayence, APAD, 2000, 318 p., bibl.
(« Hommes et Sociétés »).

Claude Freud

- 1 Cet ouvrage collectif, publié en 2000, est le produit d'un colloque organisé par l'APAD en juin 1996 à l'Université d'Hohenheim à Stuttgart, colloque qui faisait suite à un atelier de l'APAD consacré au même sujet à Bamako en février 1994.
- 2 Ce livre comporte une série d'études de cas menées dans divers pays (Sénégal, Bénin, Niger, Togo, Kenya et Ruanda) par une équipe de chercheurs africains et européens à partir d'une problématique socio-anthropologique commune, sur le rôle de médiation et de courtage d'interlocuteurs locaux au sein d'opérations de développement financées par l'aide extérieure. Cette partie illustrée d'itinéraires biographiques est précédée d'une contribution théorique qui dégage les acquis principaux de ces études de cas, en les replaçant dans le cadre d'une réflexion sur l'anthropologie politique, telle qu'elle est abordée dans la littérature « classique » anglo-saxonne (Gluckman, Mitchell, Barnes, Kuper, Mendras, Boissevain...) qui définit le courtier comme un manipulateur professionnel de personnes et d'informations qui crée de la communication en vue d'un profit ¹.
- 3 Si on se réfère au monde du développement, les courtiers locaux en développement sont ces acteurs sociaux implantés dans une arène locale qui servent d'intermédiaires pour drainer des ressources extérieures relevant de l'aide au développement. Ils

assurent l'interface entre les destinataires du projet et les institutions de développement. Ils sont censés représenter la population locale ou en exprimer les besoins vis-à-vis des structures d'appuis et de financements extérieurs. C'est la nouvelle forme d'intermédiation.

- 4 Ce rôle a toujours existé. Durant la colonisation, les interprètes, chefs de cantons et chefs de villages l'assurèrent. À partir des indépendances ils furent remplacés par des fonctionnaires et les encadreurs des projets de développement. Toutefois la dernière décennie, qui correspond à la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel et à une crise de légitimité des systèmes politiques, a été le théâtre de profondes mutations concernant le rôle de médiateurs politiques traditionnels entre le pouvoir central et les paysans qui, lassés d'un État et d'une administration locale qui n'arrivent plus à entretenir leur clientèle rurale, se sont tournés de plus en plus vers d'autres sources de financement notamment vers les organisations internationales (ONG, agences de développement). C'est ainsi que s'est affirmé le rôle important et spécifique des nouveaux courtiers du développement, personnages qui mettent en communication des mondes, des systèmes, des cultures différents.
- 5 Giorgio Blundo (« Des courtiers du développement en milieu rural sénégalais ») décrit bien l'interaction entre les courtiers du développement et les aides extérieures : « Le manque de moyens de l'État et la place toujours plus importante que l'aide internationale accorde aux initiatives venant de la base font que le rôle d'intermédiaire, de filtre de l'aide, de dispensateur de développement, autrefois joué au niveau local par les représentants de la fonction publique et les notables, est passé à ces nouveaux acteurs. Ceux-ci diffèrent des intermédiaires traditionnels puisqu'ils se constituent essentiellement autour de ce qu'on pourrait appeler la rente du développement. Ils assurent à la fois le drainage des flux de l'aide extérieure en milieu rural et canalisent les demandes locales d'assistance en les traduisant en un langage compréhensible pour les développeurs... Ces courtiers du développement émergent donc de la confluence de deux besoins : le désir des paysans de s'émanciper de la médiation des techniciens de l'Administration afin de pouvoir traiter directement avec les agences de coopération et la nécessité de celles-ci de repérer des initiatives locales à appuyer. »
- 6 Ces acteurs vont des agents de l'État déflatés qui se ruralisent et s'improvisent promoteurs de projets aux leaders paysans, le plus couramment des leaders associatifs paysans – en effet le groupement ou l'association villageoise est désormais la condition *sine qua non* pour que les ressources de la coopération soient injectées en milieu rural. Petit à petit, par un processus cumulatif, le courtier du développement réussit à jouir d'une certaine renommée, à élargir son assise sociale et à diversifier les canaux par lesquels transite l'aide au développement. Il gagne essentiellement la confiance de la population par ses capacités d'amener un projet dans la zone et de mettre le village en communication avec le patron bailleur de fonds. Grâce à cette base sociale qu'il doit entretenir régulièrement, l'intermédiaire parvient à offrir aux institutions de coopération des bénéficiaires organisés, avec des projets relativement bien définis et un interlocuteur sûr qui les représente et leur épargne bien des voyages en brousse. Les courtiers du développement filtrent savamment les aides et les financements selon des logiques redistributives de caractère clientéliste.
- 7 En conclusion les auteurs se demandent si, du fait que les institutions et les notables locaux de la seconde moitié du XX^e siècle n'ont pas eu en Afrique le rôle d'intégrateurs

et de modernisateurs que ces catégories d'acteurs ont eu dans la France rurale de la seconde moitié du XIX^e siècle, par la diversité de leurs origines et de leur trajectoire, les courtiers africains en développement ne seraient pas les promoteurs de nouveaux compromis historiques orientant, au moins en partie, les changements sociaux et politiques de l'Afrique du XXI^e siècle ?

- 8 Cette recherche originale, qui ouvre de nouvelles voies pour une réflexion sur les acteurs du développement, avait abouti à des conclusions intéressantes dès 1994, il est dommage qu'il ait fallu attendre l'an 2000 pour qu'elle soit publiée. On peut saluer les *Cahiers d'Études africaines* qui n'ont pas attendu ce délai pour publier l'article de Giorgio Blondo ² qui nous avait alléché à ce sujet.
- 9 La critique qui pourrait être apportée à cet ouvrage est que le titre général de courtiers en développement est trompeur, car le sujet abordé concerne seulement les courtiers locaux du développement, l'autre volet du courtage, les courtiers du développement originaires des pays développés (les ONG), n'est pas traité. Ne serait-il pas temps de s'en occuper ?

NOTES

1. Jeremy BOISSEVAIN, *Friends of Friends. Networks, Manipulators and Coalitions*, Oxford, Basil Blackwell, 1974.
2. Giorgio BLUNDO, « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », *Cahiers d'Études africaines*, 1995, XXXV (1), 137 : 73-99.